

Attention Plan Borloo

J-L Borloo se présente comme la face sociale du gouvernement, et son plan comme une série de mesures en faveur des travailleurs. En réalité Borloo n'est pas le vilain petit canard gauchiste du gouvernement mais un des ministres les plus efficaces d'une politique de droite anti-ouvrière. Il y a bien pour la galerie quelques mesures destinées à faire « social » : création de logements sociaux et réhabilitation de quartiers dégradés, c'est le volet médiatique de la « rénovation urbaine ». Ou encore côté emploi, les « contrats d'avenir » : destinés aux bénéficiaires du RMI il s'agit de contrats à temps partiel de... 6 mois renouvelables et sur un maximum de 36 mois ! L'avenir ne va pas loin.

Mais le plan Borloo c'est d'abord une série de mesures pour renforcer la pression sur les chômeurs. Rappelons que c'était déjà la fonction du Pare (sous « la gauche » plurielle) et celle de la nouvelle convention Unedic, signée l'année dernière, qui réduit d'à peu près un tiers la durée d'allocation chômage. Le patronat et ses gouvernements est constant dans la lutte !

Revenons au plan Borloo : Premièrement l'instauration de sanctions graduées. L'article 7 du texte voté instaure la possibilité de réduire les allocations chômage (par exemple si le demandeur « refuse de se former »). Actuellement les allocations peuvent seulement être supprimées. La mesure, trop brutale, n'est presque jamais appliquée – seuls 0,06% des demandeurs d'emploi sont aujourd'hui concernés. La mesure vise donc à pouvoir avoir recours plus systématiquement aux sanctions.

Le texte étend également les possibilités de radiation, en visant les personnes qui refusent un emploi compatible avec « leur formation » : ce qui peut englober à peu près n'importe quoi, donc viser n'importe qui.

Il s'agit de menacer le chômeur, le sanctionner et, s'il abuse, le radier. Toutes ces mesures respirent le moralisme de droite : distinguer entre le bon chômeur et le mauvais (celui qui fait le difficile), avec l'idée qu'on doit mériter de l'aide publique. Comme si l'allocation chômage était une aumône. Alors qu'elle est un droit, le produit de nos cotisations, une partie de notre salaire, donc notre argent et non celui des patrons ou du gouvernement.

Derrière ces mesures contre les chômeurs il y a une attaque en règle contre l'ensemble des travailleurs. Réduire les allocations en cas de refus d'un travail, c'est obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail à n'importe quelle condition. C'est bien le but visé : abaisser le coût du travail comme disent les patrons. Ce qui veut dire baisser les salaires. Et accessoirement baisser les chiffres du chômage, ce qu'on obtient plus vite par la radiation des inscrits.

En dehors de cet aspect répression, le plan Borloo contient un panier de mesures revendiquées depuis longtemps par le patronat : « l'assouplissement » des 35h. Le Plan 2005 permettra la conversion d'une partie des RTT en salaire. Par ailleurs on parle d'un relèvement du contingent des heures supplémentaires autorisées. Déjà augmenté de 130 à 180h, il serait cette fois porté « autour de 220 h » par an, et au-delà du contingent légal, le repos compensateur auquel donne droit une heure travaillée serait divisé par deux. Il s'agit donc d'heures supplémentaires non majorées. On peut ajouter à cela une mesure qui vient elle aussi d'être votée : la non réintégration dans l'entreprise des travailleurs licenciés lorsque les prud'hommes leur donnent finalement raison. Mais aussi des initiatives pour privatiser les agences pour l'emploi. Ce sera la fin du monopole de l'ANPE pour le placement des chômeurs. Quelques négriers sont déjà sur les rangs...

Ce grand projet est présenté par Borloo comme une révolution. N'exagérons rien : son gouvernement prend tous les jours des mesures anti-ouvrières, et la plupart ont été inaugurées par le précédent gouvernement socialiste. Le plan Borloo est offensif, il détruit une partie des droits des salariés et fragilise les chômeurs. Mais ce qu'on appelle une révolution ça n'est pas quand les patrons s'organisent pour accentuer l'exploitation, c'est au contraire quand les opprimés relèvent la tête et choisissent de renverser l'exploitation.

Borloo a raison, c'est bien une révolution qu'il faut. Mais on ne parle pas de la même.

12/12/04

« Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le ! »

Comment ? En venant nous rejoindre, réfléchir et agir avec nous.

- Prochaine réunion du Rezo-antiK mercredi 5 janvier à 20h00, fac de lettres, salle A.015.
- *Rencontres Anticapitalistes* samedi 29 janvier, de 10h00 à point d'heure.